

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2017 n°19

20 Janvier 2018

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- **EDITORIAL**
- **DOSSIER DU TRIMESTRE**
- **ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:**
 - ◊ INSTAT
 - ◊ DRPSIAP
 - ◊ CPS
 - ◊ Observatoires
- **LES UTILISATEURS ET NOUS**

Une privation unique n'est pas toujours synonyme de pauvreté.

La pauvreté est perçue comme une situation de manques multiples et synchronisés.

Editorial

Le quatrième trimestre de l'année 2017 a été caractérisé essentiellement par l'organisation de la Journée Africaine de la Statistique (JAS2017) à l'hôtel MAEVA PALACE le 18 Novembre 2017.

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 19 du « KHI-DEUX » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du dernier trimestre 2017.

A cette fonction de diffusion des activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter comme d'habitude deux rubriques plus spécifiques.

La première intitulée « *Dossier du trimestre* »

se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.

Ce numéro traite du thème « **Enquête Natio-**



Harouna KONE
Directeur Général de l'INSTAT

nale sur la Science, Technologie et Innovation 2016 »

La seconde rubrique, intitulée « **Les utilisateurs et nous** », permet de recueillir les points saillants de

l'interview accordée à un utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente l'interview que nous avons accordée Monsieur Alasane DIALLO, Responsable des Relations publiques avec l'Administration et Plaidoyer à l'Agence pour la Promotion des Investissements (API) que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

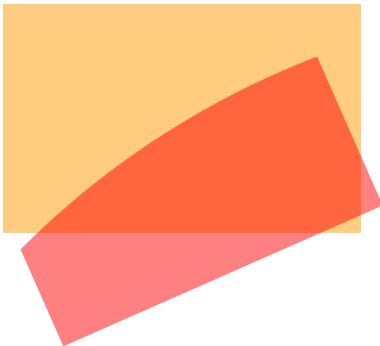
Dossier du trimestre : La pauvreté à plusieurs dimensions au Mali

Dans le cadre des analyses des résultats de l'EMOP, l'INSTAT a réalisé l'étude de la pauvreté multidimensionnelle en 2017 dont nous présentons ci-dessous les résultats.

L'indice de pauvreté multidimensionnel (IPM) est un nouvel indicateur statistique composite élaboré en 2007 par un laboratoire de l'Université d'Oxford (Oxford Poverty and Human Development Initiative, OPHI) et utilisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Un indice de pauvreté multidimensionnelle vise

à résumer plusieurs aspects de pauvreté non-monétaire à travers un seul nombre. D'une manière générale, l'IPM modifie la vision de la pauvreté en élargissant son champ d'analyse. Il s'agit de souligner qu'une privation unique n'est pas toujours synonyme de pauvreté. La pauvreté est perçue comme une situation de

manques multiples et synchronisés. Cette méthode complète les mesures de pauvreté monétaire et de pauvreté subjective. L'IPM rapporté par le PNUD est calculé pour la majorité des pays du monde. Il est basé sur des enquêtes réalisées dans presque tous les pays avec une fréquence de 5 à 10 ans.



Le nombre de pauvres estimé avec l'IPM global est 1,75 milliard de personnes, réparties dans les 104 pays en développement. Ce nombre est supérieur aux 1,44 milliards de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour et inférieur aux 2,6 milliards d'individus vivant avec moins de 2 dollars par jour.



Le choix d'indicateurs, les mêmes partout, peut être moins pertinent dans un certain pays. Le nombre de pauvres estimé avec l'IPM global est 1,75 milliard de personnes, réparties dans les 104 pays en développement. Ce nombre est supérieur aux 1,44 milliards de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour et inférieur aux 2,6 milliards d'individus vivant avec moins de 2 dollars par jour.

Les efforts internationaux, et la demande que chaque pays calcule un IPM pour satisfaire les Objectifs de Développement Durable, ont inspiré l'utilisation de l'EMOP pour un IPM malien. Un IPM est déterminé par plusieurs composantes : les dimensions, les indicateurs avec leurs poids, et le seuil. Les dimensions sont les aspects de pauvreté non-monétaire qu'on veut considérer. L'OPHI et le PNUD en ont choisi trois : l'éducation, la santé et les conditions de vie. Les indicateurs doivent mettre en évidence la situation de privation pour la dimension correspondante. En construisant un IPM national, il faudra donc choisir d'abord les dimensions et les indicateurs.

Dans cette première tentative, on a maintenu les dimensions et autant que possible et raisonnable les indicateurs et les poids utilisés par le PNUD. Pourtant, la méthodologie peut être utilisée avec différentes dimensions, indicateurs, pondérations et seuils. Une discussion détaillée et pertinente sur le choix de dimensions et d'indicateurs se trouve dans le rapport d'Alkire et Santos. Les auteurs ont remarqué que les dimensions potentielles qu'une

mesure de la pauvreté pourrait refléter sont assez larges et incluent la santé, l'éducation, le niveau de vie, l'autonomisation, le travail, l'environnement, la sécurité de la violence, les relations sociales et la culture entre autres. Il est donc tout-à-fait possible de modifier la composition de l'IPM national présenté ici.

Données et résultats empiriques

Source de données

L'Institut National de la Statistique (INSTAT) avec l'appui technique et financier de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) et de la Statistique Suède (SCB) a mis en place en 2011 des programmes de renforcement des capacités statistiques du Système Statistique National (SSN).

Le but est de produire des statistiques publiques et cela afin de répondre aux besoins de suivi-évaluation du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD), des ODD ainsi que des programmes sectoriels mis en œuvre par le Mali et assurer la régularité et la disponibilité des indicateurs de conditions de vie des ménages.

L'EMOP est réalisée annuellement en quatre passages et chaque passage dure trois mois de collecte. Depuis, des données riches en information sur la pauvreté ont été fournies par l'INSTAT.

L'enquête porte sur les ménages du pays et fournit des données sur les Caractéristiques sociodémographiques des membres du ménage; de

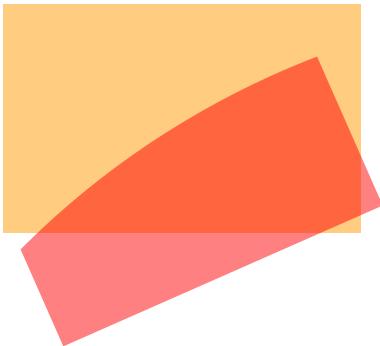
l'Education, la Santé, l'Emploi; la Gouvernance, la Paix et la Sécurité; l'Equipement et les biens possédés par le ménage, la Sécurité alimentaire; le Transferts et la Migration et les Dépenses de consommation des ménages. Les résultats sont significatifs au niveau national, dans chacune des huit (8) régions et le district de Bamako, et dans les deux milieux de résidence (urbain et rural). Toutefois, l'enquête EMOP reste une enquête exploratoire sur la pauvreté. Toutes les variables utilisées dans la construction de l'indice composite de la pauvreté multidimensionnelle ont été tirées de l'enquête réalisée pour la période 2016-2017.



Les indicateurs individuels

Pour bien comprendre l'information véhiculée par un indice, il est nécessaire de connaître les détails des composantes. Parmi les individus pauvres dans le sens IPM, dans une certaine région, on calcule la contribution à l'IPM qui se réfère à chaque dimension, et à chaque indicateur. La somme des contributions est 100% dans chaque ligne (subdivision de la population) des tableaux 3 et 4.

Par rapport aux composantes de la privation, on note d'abord que les dimensions sont peu différentes.



Chaque indice (de pauvreté ou autre) est critiqué pour essayer d'exprimer une réalité compliquée et multidimensionnelle à partir d'un seul chiffre. En effet, il est nécessaire d'expliquer les rôles des composantes et se rendre compte de leur influence.



Chaque dimension contribue presque à un tiers de l'IPM sur le niveau national. Les contributions plus grandes sont notées pour la dimension Santé à Kayes, Gao et Bamako (plus de 40%) et pour la dimension Conditions de vie à Tombouctou et Gao (également plus de 40%). Sikasso a la contribution la plus grande pour la dimension Education (39,4%). A Gao, la dimension Education ne contribue que 19,4% aux privations.

En examinant les contributions de chaque indicateur, on voit que la grande contribution de la dimension Santé à Bamako dépend surtout de la situation de la sécurité alimentaire. (32,2%) de contribution de l'indicateur Sécurité alimentaire montrent qu'une partie substantielle de ce faible niveau de pauvreté est constituée par les problèmes à se nourrir. En outre, cet indicateur contribue beaucoup plus dans les régions de Kayes (29,1%) et Gao (25,8%). Dans les autres régions, la contribution de cet indicateur est dépassée par d'autres problèmes.

Parmi les indicateurs de Conditions de vie, c'est surtout le manque d'électricité et le revêtement du sol en terre battue, sable ou bouse qui influent sur la privation. L'accès à l'information est pratiquement sans problème partout - sans doute surtout à cause de la possession étendue de téléphones mobiles. Moins souvent, la situation de l'eau potable est une raison de privation.

Plus immédiatement accessibles que les contributions examinées sont les proportions des individus qui sont privés selon chaque indicateur. Elles donnent une mesure

qui peut être traduite en nombre de personnes concernées selon chaque indicateur. La situation est ainsi illustrée par deux mesures complémentaires.

tions et les expériences locales. Dans ce rapport, on a essayé de répondre à de telles exigences.

Avec des nouvelles variables incluses dans les éditions futures de l'EMOP, et avec une discussion approfondie sur le choix d'indicateurs, l'IPM national fournira encore des informations importantes.

Conclusion

Le principal mérite de l'IPM est de rappeler que *la pauvreté est un phénomène multidimensionnel*. L'importance attribuée à l'éducation et à la santé permet de dépasser des mesures uniquement monétaires tandis que la prise en compte d'indicateurs d'accès aux services d'assainissement et à la distribution d'électricité étend la perception de la pauvreté et du bien-être.

A la différence des indicateurs monétaires, l'IPM permet de comprendre que *tous les pauvres ne sont pas pauvres pour les mêmes raisons*. En effet, au Mali, dans certaines régions, la pauvreté monétaire est plus accentuée alors que la situation de santé, éducation et de conditions de vie est meilleure. Ainsi, on a montré que la pauvreté multidimensionnelle au Mali touche à 39,8 % de la population, moins que la pauvreté monétaire (46,8 %) et la pauvreté subjective (51,4%).

Chaque indice (de pauvreté ou autre) est critiqué pour essayer d'exprimer une réalité compliquée et multidimensionnelle à partir d'un seul chiffre. En effet, il est nécessaire d'expliquer les rôles des composantes et se rendre compte de leur influence.

Il est utile aussi d'analyser les combinaisons des composantes. Pour le choix d'indicateurs on doit considérer les condi-



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Institut National de la Statistique (INSTAT)

Par rapport aux missions à l'extérieur, l'INSTAT a participé :

- du 30 Septembre au 06 Octobre 2017 à Addis-Abeba (Ethiopie) à la 6ème Conférence de Données sur les statistiques et l'échange de Métadonnées;
- du 01 au 07 Octobre 2017 à Addis-Abeba (Ethiopie) à la 6ème Conférence de Données sur les statistiques et l'échange de Métadonnées;
- du 02 au 07 Octobre 2017 à Tunis (Tunisie) à l'Atelier de Formation sur l'Utilisation des Données Administratives pour la Production des Statistiques Agricoles;
- du 09 au 13 Octobre 2017 à Addis-Abeba (Ethiopie) à l'atelier sur le suivi de la Sécurité Alimentaire dans le contexte de Programme 2030 et Développement Durable);
- du 14 au 21 Octobre 2017 à Ebène (Île Maurice) à l'atelier de Formation sur les Normes Internationales de Diffusion de Données dans les Plateformes;
- du 22 au 28 Octobre 2017 à Ouagadougou (Burkina Faso) aux Préparatifs de l'Atelier 2017 sur les Statistiques Culturelles de l'UEMOA;
- du 31 Octobre au 03 Novembre 2017 à Niamey (Niger) à l'atelier régional de lancement de l'enquête pilote sur les statistiques du commerce international des services dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- du 06 au 11 novembre 2017 à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'atelier de validation du cahier des charges pour l'opérationnalisation du SIAR (Système d'Information Agricole Régional);
- du 07 au 10 novembre 2017 à Dakar (Sénégal) à l'atelier

régional de formation sur l'élevage nomade pour la production des statistiques agricoles;

quêtes sur les Conditions de Vie des ménages (PHMECVM);

- du 01 au 03 novembre 2017 à Niamey (Niger) à l'atelier régional de lancement de l'enquête pilote sur les statistiques du commerce international des services dans les Etats membres de l'UEMOA
- du 27 au 28 Novembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) à l'atelier méthodologique de validation de l'actualisation des instruments GPS-SHaSA;
- du 26 Novembre au 02 Décembre 2017 à Dakar (Sénégal) à l'atelier sur le handicap des enfants;
- du 17 au 23 Décembre 2017 à la formation sur le système d'information de l'Observatoire National de suivi du Dividende Démographique.



Photo de groupe - Formation sur les Normes Internationales de Diffusion de Données dans les Plateformes à Ebène (Île Maurice)

L'INSTAT a également :

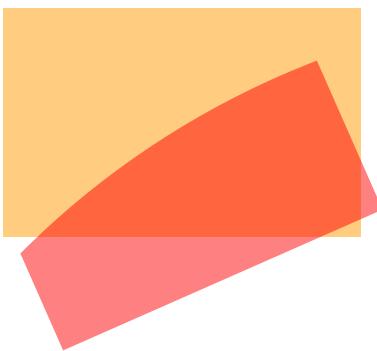
- du 22 Novembre au 02 Décembre 2017 effectué un voyage d'étude sur le changement de l'année de base et l'application du SCN 2008 ainsi que les travaux de cartographie et de repérage dans le cadre du RGUE à Dakar (Sénégal);
- du 10 au 16 Décembre 2017 effectué un voyage d'étude à Stockholm (Suède);
- du 17 au 23 Décembre 2017 effectué un voyage d'étude à Niamey (Niger).



Photo de groupe (Voyage d'études sur la diffusion à l'INS de Niamey)



Voyage d'études sur la diffusion à l'INS de Niamey - Centre de Documentation



La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'Instrument sur lequel s'appuient l'Institut National de la Statistique et ses démembrements en vue d'atteindre les objectifs du Système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'interventions



Photo de famille - Formation sur les Normes Internationales de Diffusion de Données dans les Plateformes à Ebène (Île Maurice)



Salle de Formation sur les Normes Internationales de Diffusion de Données dans les Plateformes à Ebène (Île Maurice)

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

A l'intérieur du pays, l'INSTAT a effectué les missions suivantes:

- du 12 au 21 Octobre 2017 à Ségou Supervision Nationale de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP) édition 2017/2018 pour le Passage 3;
- du 12 au 21 Octobre 2017 à Koulikoro Supervision Nationale de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP) édition 2017/2018 pour le Passage 3;
- du 12 au 21 Octobre 2017 à Sikasso Supervision Nationale de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP) édition 2017/2018 pour le Passage 3;
- du 12 au 21 Octobre 2017 à Kayes Supervision Nationale de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP) édition 2017/2018 pour le Passage 3;
- du 29 Octobre au 03 Novembre 2017 à Sélingué Participation à l'Atelier de complétude de la saisie des données d'enquête et finalisation de Malikunafoni;
- du 04 au 08 novembre 2017 à Kayes à la supervision des opérations de collecte des données dans le cadre de l'évaluation d'impact des sous projets de la composante 1.2 Autonomisation des Jeunes Filles Adolescentes du projet SWEED-MALI;
- du 04 au 08 novembre 2017 à Ségou à la supervision des opérations de collecte des données dans le cadre de l'évaluation d'impact des sous projets de la composante 1.2 Autonomisation des Jeunes Filles Adolescentes du projet SWEED-MALI;

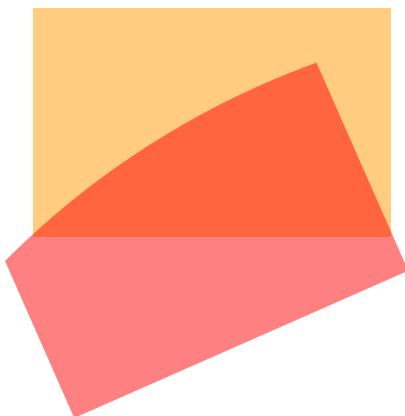
- du 29 Octobre au 03 Novembre 2017 à Sélingué, participation à l'Atelier de complétude de la saisie des données d'enquête et finalisation de Malikunafoni;

- du 14 au 29 novembre 2017 à Mopti, supervision des opérations de collecte des données de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI);



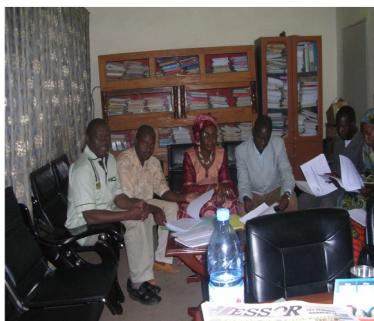
L'INSTAT a fait les publications suivantes courant 4ème trimestre 2017:

- Bulletin IMC des mois de septembre, octobre et novembre 2017 ;
- Bulletin IHPC des mois de septembre, octobre et novembre 2017 ;
- Bulletin et note de conjoncture 3ème trimestre 2016 ;
- Rapport 1er passage de l'EMOP 2017 ;
- Statistiques du commerce extérieur des années 2015 et 2016 ;
- Recueil des données du système d'informations sur la Pêche et l'aquaculture (SIPA) (2012-2016) ;
- Recueil de données du Système d'Informations Statistiques Environnementales (SISE 2012-2016).
- Du 14 au 29 novembre 2017 à Koulikoro, supervision des opérations de collecte des données de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI);
- du 18 novembre au 02 Décembre 2017 à Kayes, supervision des opérations de collecte des données de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI)



DRPSIAP de Ségou, réunion sur la mercuriale des prix

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel DRPSIAP District de Bamako

Les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP)

Les missions essentielles assignées aux DRPSIAP sont :

- collecter, centraliser et traiter la documentation et l'information relatives à la planification du développement au niveau de chaque région ;
- mettre à la disposition des organismes publics et des privés les informations statistiques et informatiques.
- définir la stratégie et coordonner l'élaboration des politiques de la Région et du District de Bamako, en liaison avec les autorités compétentes, en matière de planification du développement, d'aménagement du territoire et de la population ;
- suivre et évaluer les plans, programmes et projets de la Région et du District de Bamako ;
- assurer la promotion, au niveau régional, de la Politique Nationale de la Population (PNP) ;
- définir la stratégie et coordonner l'élaboration des politiques de la Région et du District de Bamako, en liaison avec les autorités compétentes, en matière de planification du développement, d'aménagement du territoire et de population ;
- appuyer les collectivités territoriales de la région à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de leurs schémas d'aménagement ;
- collecter, centraliser, interpréter, traiter et diffuser l'information statistique sur les prix et les revenus des ménages au niveau de la région ;
- participer et coordonner toutes enquêtes dans les domaines de l'industrie, du commerce et des services ;
- veiller à l'application au niveau régional du Schéma Directeur National de l'informatique.

1. DRPSIAP de Bamako

Au titre des opérations spéciales, la DRPSIAP de Bamako a participé à l'organisation et à la célébration de la Journée Afri-

caine de la Statistique (JAS), édition 2017, le 18 novembre 2017 à l'hôtel MAEVA PALACE de Bamako.

Financée par le Budget national, en partenariat avec Statistique Suède, cette journée avait pour objectif principal la Sensibilisation du public sur le rôle central que jouent les statistiques dans tous les aspects de la vie sociale et économique en Afrique et promouvoir à une plus grande échelle des statistiques pour des prises de décisions.

Elle a également participé à la mission de supervision de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC), le 29/11/2017 dans les 6 communes du District de Bamako.

L'objectif principal de cette mission d'une journée était d'apporter un appui technique aux enquêteurs et aux contrôleurs, en vue de permettre la collecte des données fiables.

Au titre des rencontres, la DRPSIAP a participé à l'atelier de validation du Rapport National sur le Soutien à la Statistique au MALI, tenu le 30/11/2017 à l'INSTAT.

2. DRPSIAP de Gao

Au titre des rencontres, la DRPSIAP de Gao a participé à Ségou à l'atelier de validation du rapport provisoire de la Politique Nationale de la maîtrise de l'eau agricole .

Financée par le GIZ, cet atelier a regroupé les services techniques des départements ministériels, les services techniques régionaux et les Partenaires Techniques et Financiers. L'objectif est de Valider le rapport provisoire de la Politique Nationale de la maîtrise de l'eau agricole.

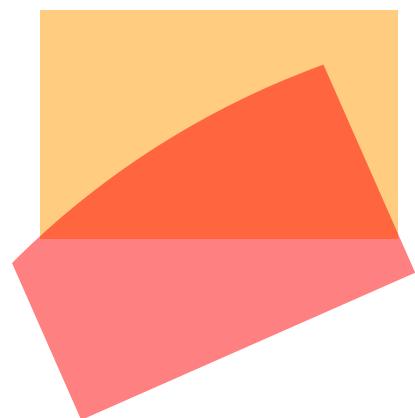
Elle a aussi participé à la concertation régionale sur l'examen stratégique national de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Mali.

Financée par la FAO et PAM, cette rencontre a regroupé les services techniques des départements ministériels, les services techniques régionaux, la Société civile, le Secteur privé, les Collectivités Territoriales et les Partenaires Techniques et Financiers. Elle avait pour objectifs de recueillir les spécificités régionales et locales pour leur prise en charge dans l'examen stratégique national de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition (Faim zéro).

Elle a participé aussi à Gao à la Revue annuelle de l'UNICEF dont l'objectif général est de faire bilan de l'utilisation des ressources et des réalisations au cours de l'année 2017 - tout en analysant les progrès réalisés et les contraintes majeures, pour ainsi opérer d'éventuels ajustements pour l'année 2018. Financée par l'UNICEF, elle a regroupé les services techniques, les Collectivités et Les Partenaires Techniques et Financiers.

Elle a enfin participé toujours à Gao à la Session extraordinaire du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD).

Financée par Lux-DEV, cette session qui avait pour objectif la présentation des activités du projet << Relance de l'économie locale et Appui aux collectivités RELAC II-MLI/803>> de l'Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux-Dev) a regroupé les Préfets, les services techniques, les Présidents des Conseils de Cercle, les Chambres Consulaires, les Organisations de la Société Civile et les Partenaires Techniques et Financiers.



DRPSIAP de Ségou : Formation en SPSS

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes

Au titre du **Mouvement du personnel**, un agent de la catégorie C est en formation au Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique.

3. DRPSIAP de Mopti

Au titre des **OPERATIONS SPECIALES**, la DRPSIAP a participé à la Validation du Document de la Stratégie Développement Economique Régional (SDER 2017 - 2021) du Conseil Régional de Mopti.

Financé par le Conseil Régional de Mopti, cet atelier de 3 mois avait pour objectif principal la mise en place d'Indicateurs de mesure de Performance du Conseil Régional de Mopti.

La DRPSIAP a également participé à la Collecte de données pour la réalisation de l'étude sur le « Profil de Pauvreté des Communes du Mali ».

Financé par l'ODHD à hauteur de 16 916 000 FCFA en partenariat avec l'INSTAT, cet atelier qui a duré 1 mois avait pour objectif l'élaboration des Indices de Pauvreté Communale » IPC 2017.

La DRPSIAP a aussi participé à la Collecte des données pour l'élaboration des indicateurs du Document Cadre de Politique Nationale de la Décentralisation (DCPND).

Financé par le PADRE en partenariat avec les Collectivités Territoriales, Administration, Services Techniques Déconcentrés, cet atelier de 3 mois avait pour objectif la Production d'un rapport trimestriel sur les indicateurs de suivi du DCPND.

Elle a participé à la Collecte des données du 2^{ème} Passage de l'EMOP couplée avec l'enquête SMART (6^{ème} Edition).

Financée par l'INSTAT à hauteur de 7.000.000 FCFA cette collecte a pour objectif la Production des données socioéconomiques des ménages.

Au titre des **Rencontres**, la DRPSIAP a participé à la 3^{ème} rencontre trimestrielle du Comité Régional de Suivi de la Sécurité Alimentaire.

Cette rencontre tenue à Mopti et financée par l'OCHA, la MINUSMA et le CSA a regroupé les acteurs du Comité Régional de Suivi de la Sécurité Alimentaire pour l'Harmonisation des

appuis dans le domaine.

La DRPSIAP a enfin participé à la 3^{ème} rencontre trimestrielle du Comité Régional de Suivi Humanitaire tenue à Mopti. Cette rencontre a été financée par l'OCHA, la DRDES la DRPSIAP-Mopti en partenariat avec le Comité Régional de Suivi Humanitaire. Son objectif principal est la mise en œuvre du Plan Régional de Réponse Humanitaire.

Au titre des PUBLICATIONS REALISEES :

- Les Annuaires statistiques 2015 et 2016 sont en cours d'élaboration. Ils sont accessibles en fichiers électroniques.

- Quelques données socio-économiques de la région sont en cours d'élaboration. Elles sont accessibles en fichiers électroniques.

- Le Répertoire des distances est disponible et accessible en fichiers électroniques.

- Le Guide simplifié d'élaboration des PDESC aussi est disponible.

Au titre des MISSIONS/ APPUIS TECHNIQUES,

la DRPSIAP a apporté son appui au Conseil Régional pour l'Identification et l'élaboration d'indicateurs de mesure de performance de la Stratégie de Développement Régional (SDER 2017 - 2021).

En partenariat avec l'Administration, les services techniques, les Collectivités Territoriales et les PTF, en 6 mois le Document est élaboré et validé.

En partenariat avec la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire (DNAT), la DRPSIAP a également apporté son appui au Conseil Régional pour l'actualisation du répertoire des Projets/Programmes et ONG et autres intervenants dans la région de Mopti. L'élaboration du document est en cours.

Au titre du mouvement du personnel, cinq agents de la catégorie C de la DRPSIAP

de Mopti sont en formation au CFP-STAT Bamako.

4. DRPSIAP de Ségou

Au titre des opérations spéciales, la DRPSIAP de Ségou a organisé en partenariat avec l'ODHD/LCP une formation sur « l'élaboration des profils de pauvreté et l'établissement de la situation de Référence des ODD dans les communes du Mali ». L'objectif principal est d'évaluer et de suivre la décentralisation. D'un coût de 16 447 000 F CFA, l'étude a duré un mois.

Elle a aussi participé à l'Enquête sur la mercuriale pour Mieux gérer en moralisant les prix des produits achetés par l'Etat et ses démembrements pour un coût de 1 864 912 F CFA financé par le Budget National.



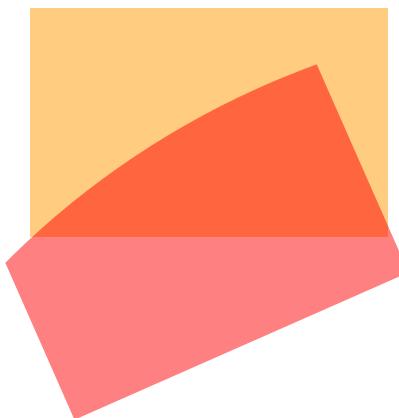
DRPSIAP de Ségou : Formation en IPC

Au titre des rencontres, la DRPSIAP de Ségou a participé aux Réunions mensuelles Commission Régionale SAP dont le but est d'Alerter les décideurs sur la situation alimentaire.

Elle a également participé au Gouvernorat de Ségou à l'atelier d'information et de sensibilisation sur les missions et compétences de l'Autorité de Protection des données à caractère personnel » dont l'objectif est d'informer et de sensibiliser la population.

Elle a aussi participé à la rencontre de validation interne de l'annuaire statistique régional 2014.

Au titre des publications réalisées la DRPSIAP a produit l'Annuaire Statistique Régional 2014 disponible en copie dure et bientôt sur le site.



Projet Hydro-électrique de Gouina

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



DRPSIAP de Ségou : Formation en MERC18

5. DRPSIAP de Tombouctou

Au titre des opérations spéciales, la DRPSIAP a procédé à la collecte de données complémentaires pour la finalisation de l'Annuaire 2016. Elle a aussi collecté les données pour le suivi du programme de coopération Mali-Unicef 2015-2019.

Cette collecte d'un coût de 2.000.000 FCFA financée par le Budget National a duré un mois.

Elle a également participé à la collecte des prix des principaux produits et services pour la mercuriale 2018 dans la région de Tombouctou. Cette collecte d'un coût de 1 858 175 F CFA financée par le Budget National a duré un mois.

Elle a également procédé à la collecte des prix des principaux produits et services pour la mercuriale 2018 de Taoudéni. Cette collecte d'un mois a été financée par le Budget National pour un coût de 1 461 500 F CFA.

Au titre des rencontres, la DRPSIAP de Tombouctou a participé à la Revue annuelle régionale 2017 du nouveau programme de coopération Mali-Unicef tenue le 9 novembre 2017 à Tombouctou. Cette Revue financée par l'UNICEF a regroupé l'Administration, les services techniques, les collectivités, les élus, les partenaires au développement, la société civile et l'organisation féminine. Elle avait pour objectif de permettre des échanges constructifs entre tous les partenaires de mise en œuvre pour apprécier les progrès réalisés en 2017 vers l'atteinte des résultats et de dégager un large consensus sur les priorités et les interventions pour les années 2018 et 2019, matérialisé par le plan de travail roulant (PTR) 2018-2019 conforme au standard de l'UNICEF.

Elle a aussi participé avec l'Administration, les services techniques, les collectivités, les élus, les partenaires au développement, la société civile et l'organisation féminine à la deuxième session ordinaire du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement « CROCSAD » de Tombouctou,

le 30 novembre 2017. Cette session avait pour objectifs de valider les projets soumis à la mobilisation des offres de financement de l'ANICT et de celles du projet « Relance de l'Economie Locale et Appui aux collectivités (RELAC II) de Luxembourg Développement (LuxDev) et valider aussi la liste des projets structurants de la région. Elle a commémoré la Journée Africaine de la Statistique édition 2017.

La DRPSIAP a participé à la rencontre annuelle du Comité Régionale de Coordination des Actions Humanitaires dans la région de Tombouctou le 13 décembre 2017.

Cette rencontre de Tombouctou qui a enregistré la participation de l'Administration, les services techniques, les collectivités, les élus, les partenaires au développement, la société civile et l'organisation féminine avait pour objectif de présenter les actions annuelles humanitaires réalisées dans la région de Tombouctou.

Elle a participé avec l'Administration, les services techniques, les collectivités, les élus, les partenaires au développement, la société civile et l'organisation féminine à la Concertation Technique Régionale dans le cadre de la préparation du nouveau Programme Décentral de Développement de l'Education (PRODEC 2). Cette concertation de Tombouctou financée par le Budget National avait pour but d'accroître l'accès à l'éducation et d'améliorer l'environnement d'apprentissage pour les élèves des zones affectées par le conflit.

Elle a enfin participé à l'Atelier régional de présentation du programme alliance globale contre le changement climatique phase2 (AGCC Maliz) le 06 décembre 2017. Cet atelier de Tombouctou financé par AGCC Maliz a regroupé l'Administration, les services techniques, les collectivités, les élus, les par-

tenaires au développement, la société civile et l'organisation féminine.

L'objet de la rencontre est de présenter le Programme Alliance Globale contre les Changements climatiques phase 2 (AGCC Maliz) et de partager le document de ciblage des communes pour la réalisation des actions d'amélioration de la couverture forestière.

L'objectif global de l'AGCC-Mali2 est de contribuer à la gestion durable des ressources naturelles du Mali, en réponse aux enjeux liés au changement climatique.

Les objectifs spécifiques : Renforcer les systèmes de gouvernance du secteur forestier et améliorer la couverture forestière dans les zones cibles.

Au titre des publications réalisées, la DRPSIAP a produit les Annuaires statistiques 2014, 2015 et 2016 en novembre 2017 disponibles sur Support papier et support électronique.

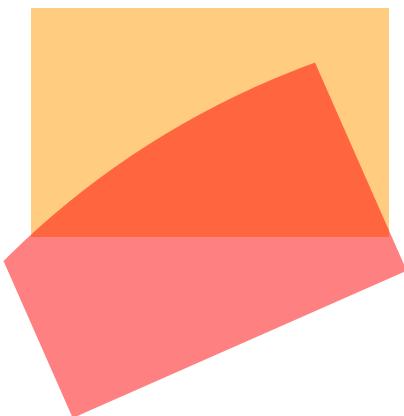
Au titre du mouvement du personnel, le Chef du Service Local SLPSIAP de Niafunké est admis au concours d'entrée au CFP-STAT pour les années scolaires 2018 et 2019.

AUTRES FAITS IMPORTANTS :

Lancement le mardi 31 octobre 2017 du projet de renforcement de la résilience d'agros-éleveurs vulnérables affectés par les crises sécuritaires et les changements climatiques dans la région de Tombouctou.

Lancement le samedi 28 octobre 2017 à l'institut des hautes Etudes et de Recherches Islamiques Ahmed Baba (IHERI-ABT) de Tombouctou des actions de formation de l'ANPE / APEJ / FAFPA destinées aux associations de jeunes et de femmes dans la région de Tombouctou.

Lancement le 09 décembre 2017 au Conseil régional de Tombouctou du projet « Réponse d'Urgence Santé Nutrition pour les Populations Vulnérables de la Région de Tombouctou.



CPS Secteur Coopération et Intégration

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



CPS Secteur Equipment, Transport et Communication

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)

Les CPS sont chargées de :

- Coordonner la Préparation des Plans, Programmes et Projets ainsi que l'analyse des Politiques et Stratégies ;
- Suivre et évaluer les Plans, Programmes et Projets de développements sectoriels et veiller à leur cohérence intra-sectorielle et spatiale ;
- Élaborer les prévisions et suivre l'environnement et la conjoncture ;
- Suivre les dossiers relatifs au financement et à la coopération technique ;
- Coordonner, en rapport avec les services chargés des ressources humaines ; le programme de formation en matière de planification et de statistique ;
- Coordonner la production d'informations statistiques et la réalisation d'étude de base ainsi que la diffusion de leurs résultats à tous ;
- Mettre en place et gérer la base de données du Secteur.

1. CPS Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaine de l'Etat (CPS/SEEUDE)

Au titre des opérations spéciales, la CPS a participé aux travaux sur la Revue Harmonisée du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaine de l'Etat.

Financée par le Budget National à hauteur de 20 millions de FCFA, cette Revue d'une journée avait pour objectif d'améliorer le mécanisme de Suivi-Evaluation des actions de développement. La Revue Harmonisée a pour partenaires l'ensemble des structures du secteur, la société civile et les PTF.

Au titre des rencontres, la CPS a participé à la réunion du Comité de pilotage élargie au comité technique « TrackFin -Eau, Assainissement, Hygiène » tenue à Bamako avec pour objectif le suivi de la mise en œuvre des activités TrackFin au Mali. Financé par l'OMS, ce Comité a regroupé les structures du secteur Eau, Hygiène et Assainissement.

Au titre des publications Réalisées, la CPS a publié le 4 mai

2017 le Rapport de la Revue Harmonisée du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat, disponible en copie papier et version électronique.

Au titre du Mouvement du personnel, un agent de la catégorie A est admis en disponibilité.



Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

LES OBSERVATOIRES :

1. Observatoire du Développement Humain Durable et la Lutte contre la Pauvreté (ODHD/LCP)

Au titre des rencontres, l'ODHD/LCP a participé en tant que membre et animateur du dispositif de suivi et d'évaluation du CREDD et des ODD, aux travaux de relecture, de la revue 2015 du CSCRP 2012-2017, à la préparation des TDR et de l'élaboration du rapport sur la priorisation des ODD au Mali ; à la Revue Budgétaire Conjointe 2015.

Cette rencontre a regroupé les représentants des CPS, services techniques centraux et autres organismes publics, secteur privé et société civile.

Elle a participé à l'atelier des membres de l'équipe technique de la composante Planification Suivi Evaluation du Programme de Coopération Mali-UNICEF.

Elle a également participé à l'actualisation du cadrage macroéconomique pour la relecture du CSCRP 2012-2017.

L'ODHD/LCP a aussi participé au Centre Haoua KEITA à Bamako à la réunion Préparatoire de l'atelier de révision de la liste des indica-

teurs Malikunnafoni en vue de la prise en compte du CREED, des ODD, de l'UNDAF et de nouveaux besoins sectoriels.

Toujours au Centre Haoua KEITA de Bamako, elle a participé aux travaux de l'alimentation de la base de données socioéconomiques « Malikunnafoni ».

Elle a participé à CAMASC avec les services du Développement Social à l'atelier d'intégration des indicateurs des ODD et du CREED dans les fiches de collecte du Système d'Information Sociale

A la DNDS, l'ODHD a participé avec les services du Développement Social aux travaux de suivi et la mise en œuvre du Système d'Informations Sociales (SISO) du Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MSAH).



Observatoire du Marché Agricole

Elle a enfin participé à Bamako en tant que membre du comité de pilotage à la préparation et à la tenue de la revue du Schéma Directeur de la Statistique (SDS) 2016 ainsi qu'aux activités relatives à la mise en œuvre du SDS 2015-2019 (Programmes régionaux de statistique des régions de Kayes. Etaient également présent les responsables des structures sectorielles étatiques, le secteur privé, la société civile et les PTF.

LES UTILISATEURS ET NOUS

Points saillants de l'interview de Monsieur Alassane DIALLO, Responsable Relations publiques et Plaidoyer de l'Agence pour la Promotion des Investissements.



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché l'Agence pour la Promotion des investissements (API) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

L'API utilise en général les statistiques dans le domaine de l'économie et des finances. Les données de base sont utilisées en général.

Les statistiques proviennent principalement de l'INSTAT, des CPS et des Ministères.

L'accès aux données est facile et se fait généralement sur support papier, et supports électroniques.

L'API fait généralement le déplacement chez le producteur pour avoir accès aux informations. Mais, il arrive aussi que le producteur les envoie sous forme de courrier.

L'API entretient de bonnes relations de collaboration avec l'INSTAT, mais pas avec les autres structures du SSN. Cependant l'API n'a pas de contact particulier au sein de l'INSTAT. L'API pense que les données produites par l'INSTAT sont de bonnes qualités mais d'accès difficile

Les chiffres utilisés le sont à titre médiatique pour informer ou retransmettre l'information vers des tiers et à titre analytique pour comparer des situations dans le temps .

L'API a déjà utilisé les données statistiques produites par l'INSTAT pour faire des notes techniques à la hiérarchie sur des dossiers spécifiques.

L'API pense que les données manquantes portent sur les statistiques des PME au Mali et leur domaine d'activité. L'API est satisfait des données utilisées et souhaite qu'elles soient améliorées en

termes de qualité et de délai de production.

L'API pense que les facteurs limitant l'utilisation des statistiques sont de trois ordres :

- la non disponibilité à temps ;
- la difficulté d'accès ;
- le manque d'information sur la diffusion

L'API aimerait disposer des informations relatives aux agrégats macro-économiques, aux entreprises et aux investissements directs étrangers (IDE).

L'API pense que, pour rendre plus accessibles ses données, l'INSTAT doit les publier sur le site web selon un calendrier connu.

L'API serait intéressé par une formation de 3 à 4 personnes à l'utilisation des logiciels statistiques sous forme d'ateliers d'une semaine. Il pourrait également être intéressé par des sessions de formations au cours desquelles les principaux sujets à aborder porteront sur l'économie, le social, les investissements nationaux et étrangers.



Agence pour la Promotion des Investissements

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement est notre passion



Directeur de publication

Harouna KONE

Rédacteur en Chef

Souleymane KEITA

Comité de rédaction

Moussa TRAORE

Mahamadou BAGAYOKO

Ténin SAMAKE

Distribution

Boubacar DEMBELE

**Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat.gov.ml**